

Crédit aux SNF – France • Décembre 2018

Fin 2018, la croissance des crédits aux SNF reste élevée

La croissance des crédits aux SNF reste élevée en décembre 2018 (+ 5,9%, après + 6,2% en novembre), toujours portée par le dynamisme des crédits à l'équipement (+ 7,3 %, stable par rapport à novembre) et, dans une moindre mesure, des prêts immobiliers (+ 5,0 %, après +5,3 % en novembre).

Sur l'ensemble de l'année 2018, l'encours de crédits accordés aux SNF augmente de plus de 50 milliards d'euros, dont 27 milliards pour les prêts à l'équipement. Cette hausse est d'une ampleur comparable à celle observée en 2017.

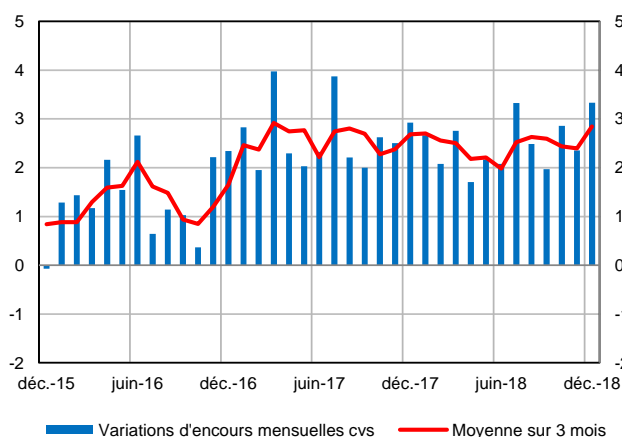
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
		Déc-18	Oct-18	Nov-18
Total	1018	5,7	6,2	5,9
Investissement	719	6,4	6,5	6,4
Équipement	434	7,4	7,3	7,3
Immobilier	285	5,1	5,3	5,0
Trésorerie	240	4,9	6,6	5,6
Autres	59	0,2	1,5	1,8

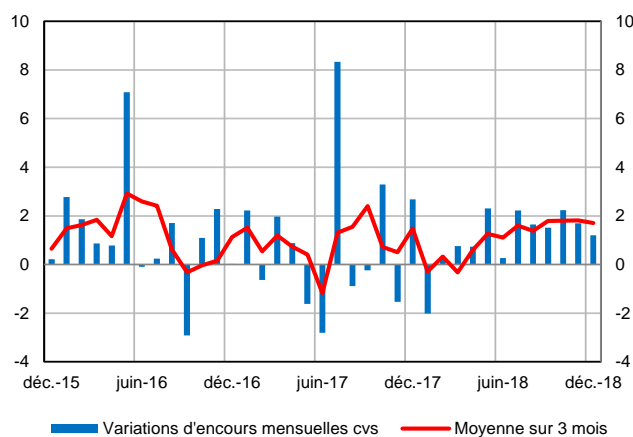
Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variation d'encours mensuelles de crédits de Trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaleur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

